

Une guerre et quelques conséquences ou les aventures de Washington et de son allié¹

Après des semaines d'une vaine guerre, l'armée israélienne a opéré son retrait du Liban. Et le gouvernement d'Ehud Olmert a levé la blocus qu'il imposait à son voisin. A quoi a rimé cette opération qui a fait des centaines de morts ?

Selon le journaliste d'investigation américain Seymour Hersch, les preuves existent que l'agression contre le Liban a été commanditée par la Maison-Blanche. On peut lire dans l'hebdomadaire *The New Yorker* que « Bien avant le kidnapping des soldats de Tsahal par le Hezbollah, un consultant du gouvernement des Etats-Unis (lui) a dit que plusieurs officiels israéliens ont visité Washington pour obtenir un feu vert pour une opération de bombardement et pour savoir jusqu'où les Etats Unis les soutiendraient (...) Convaincre Bush n'a jamais été un problème et Condi Rice était dans le coup.. » Et Seymour a rappelé des conversations qu'il a eues avec des agents du Mossad, de la CIA pour établir dans quelles conditions l'administration américaine a encouragé Israël à passer à l'offensive.

Seymour est le journaliste qui avait révélé au monde le massacre de My Lay durant la guerre du Vietnam en 1969. C'est également lui qui avait dénoncé les tortures pratiquées par l'armée américaine dans les geôles d'Abou Ghraib. en Irak.

Selon un spécialiste des affaires militaires, « les deux armées de l'air (israélienne et américaine) ont planifié un plan de guerre pour frapper les installations nucléaires de l'Irak. Le Liban a été un champ d'expérimentation en vue d'une extension de la guerre au Moyen-Orient. »

La faiblesse de l'ONU

Dans toute cette affaire, on a pu vérifier une fois de plus l'impuissance de l'ONU à imposer le respect du droit. Quoi que l'on pense des motivations israéliennes, le fait est que Tel-Aviv bafoue sans cesse les règles minimales censées organiser les relations internationales dans un monde où s'imposerait un minimum de légitimité. Pas plus que, face à l'agression des Etats-Unis contre l'Irak sans mandat international, l'ONU n'a pu faire face à l'attaque d'Israël contre le Liban, du moins dans un premier temps. Pourtant, sa création s'était faite sur le principe « un Etat = une voix » dans le but de « *maintenir la paix et la sécurité internationale.* ». Le problème ? Selon la charte de l'ONU, c'est l'assemblée générale qui détient le pouvoir. Mais c'est le Conseil de sécurité qui s'est vu confier au fil du temps les véritables pouvoirs de décision. Depuis la disparition de l'URSS, principal contrepoids à la domination de la première puissance mondiale, le Conseil est très largement « sous influence » de Washington. Le Conseil est de plus en plus une chambre d'enregistrement des laborieux consensus entre les grandes puissances.. Et souvent un lieu où s'exprime l'unilatéralisme. Ou il suit les Etats-Unis ; ou ceux-ci passent à l'acte sans l'onction de la « communauté internationale ». Les principaux Etats ont négocié entre eux, hors débats collectifs, la fameuse résolution 1701 qui affirme que « la situation au Liban constitue une menace pour la paix » sans s'attarder à l'incontestable acte d'agression perpétré par Israël

Pas neuf

Comme l'a toutefois fait remarquer l'ancien ministre des Affaires étrangères français Hubert Védrine, « on a tort de croire qu'il existe une 'communauté internationale'. Il y aurait une communauté internationale si les membres du Conseil de sécurité (de l'ONU) étaient constamment d'accord, ainsi

¹ Analyse parue dans le N° 285 du *Journal du Mardi*, 12 septembre 2006.

que la majorité des 192 membres de l'ONU. Compte tenu des positions de l'administration américaine, il était prévisible que les Etats-Unis ne voudraient pas que l'on fasse pression sur Israël avant que ce dernier ait le sentiment d'avoir atteint ses buts militaires. Finalement, (Bush) a estimé qu'il ne pouvait pas continuer comme ça. C'est une idée qui peut décevoir ceux qui ont une vision abstraite de l'autorité et de l'intégrité du Conseil de sécurité. »²

Voilà au plan international. Sur la scène intérieure israélienne, la « non victoire » met en équilibre instable l'attelage incertain entre le Kadima et un Parti travailliste de plus en plus déliquescents. Depuis la trêve, les soldats rentrés du front témoignent des conditions surréalistes dans lesquelles ils se sont trouvés, faute de préparation avant l'offensive. Les frustrations contre la hiérarchie militaire sont grandes chez les réservistes. Ils sont nombreux à demander le départ du gouvernement d'Ehud Olmert. Le sentiment de ne « pas avoir eu les moyens de finir le travail » domine. Avec deux conséquences : un dangereux sentiment d'échec et une redoutable tentation de repartir en guerre à la première occasion.. Le Premier ministre a tenté de faire croire que l'opération au Liban a été un succès. Sans convaincre. Du coup, la droite dure, le Likoud de Benjamin Netanyahu se trouve des raisons d'espérer une remontée. On y rêve que la commission parlementaire d'enquête sur la conduite de la guerre contre le Liban règle son compte à la fragile majorité. Pour le politologue Ephraim Inbar, du Centre d'études stratégiques de Tel-Aviv, Netanyahu attend son heure, profite de la montée des critiques, espère une crise, la chute du gouvernement et des nouvelles élections.

Les Palestiniens oubliés

D'autre part, et comme toujours, ce sont les Palestiniens qui sont en première ligne pour payer la note. L'enlèvement du Vice-premier ministre palestinien à Ramallah a confirmé le déni par Israël de la nouvelle réalité palestinienne après les précédents comme sa négation des accords d'Oslo. Accords de reconnaissance mutuelle entre l'OLP et l'État d'Israël que les successeurs du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, assassiné en novembre 1995, se sont tous employés à détruire, qu'ils soient de droite comme Netanyahu, Sharon et Olmert, ou travaillistes comme Barak. C'est même lui qui inventa en 2000 à Camp David ce slogan destructeur, devenu le leitmotiv de son successeur, Ariel Sharon : « *Il n'y a pas de partenaire.* »

Une façon d'éviter la recherche d'une solution négociée et de poursuivre la politique des faits accomplis imposés par la force : de la colonisation au « mur de la honte », de la réoccupation des zones autonomes aux « retraits » unilatéraux que l'on décide ou que l'on annule selon l'air du temps, des bombardements destructeurs aux prises d'otages. Comment qualifier autrement les 60 députés et ministres palestiniens enlevés chez eux, avant l'aube ? Une politique du pire dramatiquement illustrée aujourd'hui par l'équipe Olmert-Peretz, sans doute la plus dangereuse qu'ait connue Israël.

Mais, une fois encore, si Israël peut se livrer à une telle fuite en avant, c'est qu'il a le feu vert des États-Unis. L'appui de Washington à Tel-Aviv est devenu total et inconditionnel depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush. Alors que les administrations précédentes avaient, de temps à autre, osé faire pression sur Israël (Bush père pour contraindre Shamir à participer à la conférence de Madrid en 1991) ou parrainé des tentatives de résolution pacifique du conflit (notamment pendant la période Clinton), George W. Bush a clairement annoncé la couleur dès le départ en donnant carte blanche à son ami

² « Ce n'est une machine à miracles ». L'Humanité du 26 août 2006.

Ariel Sharon pour imposer de façon unilatérale toutes les étapes d'une politique visant non pas à créer un État palestinien, mais à rendre cette création impossible.

Bush donna ainsi son accord pour l'élimination de Yasser Arafat (politique puis, sans doute, les Palestiniens en sont persuadés, physique), pour la réoccupation totale de la Cisjordanie, pour l'extension des colonies et, enfin, en 2004, pour la fixation unilatérale des frontières d'Israël. La démolition de l'Autorité palestinienne à laquelle on assiste aujourd'hui n'est qu'une étape de plus dans ce processus. Elle a été voulue par Israël et par Washington qui n'ont eu de cesse de discréditer l'OLP et de l'affaiblir, pour faire surgir dans le vide créé un mouvement islamiste, le Hamas, qu'ils estimaient plus facile à combattre : n'était-il pas d'emblée classé parmi les organisations terroristes et, donc, assimilé à « l'Internationale islamo-fasciste », ce dragon que saint George Bush s'est donné pour mission de terrasser ? Avec le soutien embarrassé de l'Europe et du monde arabe, médusés par le spectre terrifiant de la « guerre des civilisations ».

Amnesty condamne

« La destruction massive des centrales d'eau et d'électricité, d'infrastructures indispensables au transport de nourriture et de l'aide humanitaire était délibérée. Amnesty International a publié un rapport intitulé « Destruction délibérée ou dommage collatéral ? » et a demandé l'ouverture par les Nations unies « d'une enquête exhaustive et indépendante sur les graves violations du droit international humanitaire dont se sont rendus coupables le Hezbollah et Israël pendant le conflit. »

Les pacifistes israéliens face à leurs contradictions

Israël. Mossi Raz, ancien député du Méretz (parti de gauche), membre de La paix maintenant, explique les difficultés rencontrées par son mouvement.

La paix maintenant n'a pris position sur la guerre contre le Liban que fort tardivement, pourquoi ?

Mossi Raz. La plupart des membres du mouvement étaient dès le départ contre cette guerre, vue en général comme une réaction complètement disproportionnée. Le problème, c'est que notre mouvement ne fonctionne pas par vote à la majorité mais par consensus, nous empêchant de prendre position officiellement. Chacun était cependant libre à titre personnel de se joindre aux manifestations anti-guerre et c'est ce que j'ai fait dès le tout début. J'étais en faveur d'une réaction de notre État car j'estimais que nous avons clairement été attaqués par le Hezbollah, mais en aucune façon de cette ampleur. Du coup on peut dire que la paix maintenant n'a pas soutenu la guerre, mais n'a pas pris de décision officielle contre jusqu'à la décision du gouvernement de l'intensifier. Jusque-là, bon nombre d'entre nous estimaient que cette guerre était une erreur mais qu'il n'y avait pas moyen de l'arrêter sans une résolution des Nations unies. Depuis le départ, une des questions qui revenaient dans nos discussions était : où est la limite ? L'extension de la guerre en a été une.

Ne craignez-vous pas que votre mode de fonctionnement provoque un manque de crédibilité à l'égard de La paix maintenant, voire de la méfiance de la part des autres mouvements pacifistes ?

Mossi Raz. Étant donné que nous sommes le mouvement pacifiste le plus large, il est bien sûr important que nous ayons des positions claires. Mais, même si personnellement j'en suis parfois

désolé, la réalité est là : nous fonctionnons par consensus. D'un autre côté, il est nécessaire aussi pour nous de respecter les points de vue des uns et des autres. Mais, nous sommes d'accord avec les autres mouvements sur des points essentiels, comme la nécessité de relancer les négociations de paix avec les Palestiniens et les pays arabes. Nous soutenons toujours la solution des deux États, avec la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967 et sommes pour que le plateau du Golan soit rendu à la Syrie dans le cadre d'un accord de paix.

Le fait qu'une partie de vos membres et sympathisants soient proches du parti travailliste, qui est le principal partenaire de Kadima dans la coalition gouvernementale actuelle, pose-t-il un problème ?

Mossi Raz. Il est clair que les relations de la paix maintenant avec le parti travailliste sont importantes pour une large partie de nos militants et sympathisants. Beaucoup de responsables travaillistes sont proches de nous comme Yuli Tamir, actuelle ministre de l'Éducation. Je pense cependant que cela n'influence pas nos décisions internes. Notre dernière position contre l'extension de la guerre s'est faite clairement alors même qu'Amir Péretz, chef de file des travaillistes, est ministre de la Défense. En revanche, au niveau des sympathisants, je pense que nous aurions beaucoup de difficultés à organiser une manifestation contre le gouvernement qui puisse rassembler dix mille personnes, notamment en raison de ces affinités entre beaucoup de nos sympathisants et le parti travailliste.

Valérie Feron (L'Humanité)